

Art. 5. Dans les deux sections, au moins deux présidents de chambre ou deux conseillers ainsi que six conseillers sociaux sont attachés à chaque chambre.

Art. 6. Le premier président fixe les jours et heures des audiences de vacation et la composition des chambres de vacation.

Art. 7. Tant à Bruges qu'à Gand, le bureau d'assistance judiciaire se compose de trois sections, présidées respectivement par le président des première, deuxième et troisième chambres ou par un conseiller à la Cour du travail qui le remplace. Ce bureau siège à 14 h 30 m à Gand, les premiers lundi, troisième jeudi et deuxième mercredi du mois, et à Bruges, les premiers mercredis, le troisième lundi et deuxième jeudi du mois.

Art. 8. L'arrêté royal du 5 décembre 1973 abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 29 octobre 1970 fixant le règlement particulier de la Cour du travail de Gand est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 85 — 1872

20 AOUT 1985. — Arrêté royal établissant le règlement particulier de la Cour du travail d'Anvers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 103 à 113;

Vu les avis du premier président de la Cour du travail d'Anvers, du premier président de la Cour d'appel et du procureur général à Anvers, du greffier en chef de la Cour du travail d'Anvers et de l'assemblée des bâtonniers des barreaux du ressort de cette Cour réunie sous la présidence du premier président de la Cour d'appel d'Anvers;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 1970 relatif à l'institution de sections dans les cours du travail, les tribunaux de première instance, les tribunaux du travail, les tribunaux de commerce et les tribunaux de police, notamment l'article 1er, § 1er;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La Cour du travail d'Anvers se compose de six chambres, réparties en deux sections : Anvers et Hasselt.

Art. 2. Les chambres connaissent :

a) la première, des appels des décisions rendues en premier ressort par les présidents des tribunaux du travail, ainsi que des appels dirigés contre les jugements rendus par les chambres de ces tribunaux comprenant quatre juges sociaux;

b) la deuxième, des appels des décisions rendues dans les contestations visées à l'article 578 du Code judiciaire, lorsqu'un employé est en cause;

c) la troisième, des appels des décisions rendues dans les contestations visées à l'article 578 du Code judiciaire, lorsqu'un ouvrier est en cause, ainsi que dans les matières visées aux articles 579 et 582, 3^e et 4^e, du même Code;

Art. 5. In beide afdelingen zijn aan elke kamer ten minste twee kamervoorzitters of twee raadsheren verbonden, evenals ten minste zes raadsheren in sociale zaken.

Art. 6. De eerste voorzitter bepaalt dag en uur van de vakantiezittingen en de samenstelling van de vakantiekamers.

Art. 7. Het bureau voor rechtsbijstand bestaat zowel te Gent als te Brugge uit drie afdelingen, voorgezeten door de voorzitter respectief van de 1e, 2e en 3e kamer, of door een raadsheer in het Arbeidshof die hem vervangt. Dit bureau houdt zitting om 14 u. 30 m. te Gent, de eerste maandag, de derde donderdag en de tweede woensdag van de maand, en te Brugge, de eerste woensdag, de derde maandag en de tweede donderdag van de maand.

Art. 8. Het koninklijk besluit van 5 december 1973 tot opheffing en vervanging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor het Arbeidshof te Gent wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 10. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 85 — 1872

20 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement voor het Arbeidshof te Antwerpen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 103 tot 113;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het Arbeidshof te Antwerpen, van de eerste voorzitter van het Hof van beroep, en van de procureur-generaal te Antwerpen, van de hoofdgriffier van het Arbeidshof te Antwerpen en van de vergadering van de stafhouders van de balies van het rechtsgebied van dat Hof, voorgezeten door de eerste voorzitter van het Hof van beroep te Antwerpen;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 1970 betreffende de instelling van afdelingen in de arbeidshoven, de rechtbanken van eerst aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koophandel en de politierechtbanken, inzonderheid op artikel 1, § 1;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten, Wij :

Artikel 1. Het Arbeidshof te Antwerpen bestaat uit zes kamers, ingedeeld in twee afdelingen : Antwerpen en Hasselt.

Art. 2. De kamers nemen kennis :

a) de eerste, van het hoger beroep tegen beslissingen in eerste aanleg van de voorzitters van de arbeidsrechtbanken evenals van het hoger beroep tegen de vonnissen van de kamers van deze rechtbanken met vier rechters in sociale zaken;

b) de tweede, van het hoger beroep beslissingen gewezen in de aangelegenheden genoemd in artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek, wanneer de betrokken werknemer een arbeider is, en de aangelegenheden genoemd in de artikelen 579 en 582, 3^e en 4^e, van hetzelfde Wetboek;

c) de derde, van het hoger beroep tegen beslissingen gewezen in de aangelegenheden genoemd in artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek, wanneer de betrokken werknemer een arbeider is, en de aangelegenheden genoemd in de artikelen 579 en 582, 3^e en 4^e, van hetzelfde Wetboek;

d) la quatrième, des appels des décisions rendues dans les contestations visées à l'article 580 du Code judiciaire. Cette chambre connaît également de l'appel des décisions rendues dans les matières visées à l'article 583 du Code judiciaire, ainsi que dans les contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

e) la cinquième, des appels des décisions rendues dans les matières visées à l'article 581 du Code judiciaire, et à l'article 583 du même Code lorsqu'elles concernent des travailleurs indépendants;

f) la sixième, des appels des décisions rendues dans les matières visées à l'article 582, 1^o et 2^o, du Code judiciaire.

Chaque chambre connaît en outre, selon la répartition qui en est faite par le premier président, des autres affaires dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières qui ne sont pas visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire.

Art. 3. La première chambre siège :

à Anvers : le premier jeudi du mois;
à Hasselt : le premier lundi.

La deuxième chambre siège :

à Anvers : les quatre premiers vendredis, et les premier et troisième lundis et les deuxièmes et quatrièmes jeudis;
à Hasselt : les quatre premiers mardis.

La troisième chambre siège :

à Anvers : les quatre premiers mardis et jeudis;
à Hasselt : les quatre premiers mercredis.

La quatrième chambre siège :

à Anvers : les quatre premiers mercredis, les deuxièmes et quatrièmes vendredis et les premiers et troisièmes lundis;
à Hasselt : les quatre premiers jeudis.

La cinquième chambre siège :

à Anvers : les premiers et troisièmes vendredis;
à Hasselt : les premiers et troisièmes vendredis.

La sixième chambre siège :

à Anvers : les deuxièmes et quatrièmes jeudis;
à Hasselt : les deuxièmes et quatrièmes mercredis.

Art. 4. L'introduction des affaires se fait, suivant les attributions de chaque chambre, aux jours ci-après :

devant la première chambre :

à Anvers, le premier jeudi;

à Hasselt, le premier lundi;

devant la deuxième chambre :

à Anvers, le premier lundi;

à Hasselt, le premier mardi;

devant la troisième chambre :

à Anvers, le premier mardi;

à Hasselt, le premier mercredi;

devant la quatrième chambre :

à Anvers, le premier mercredi;

à Hasselt, le premier jeudi;

devant la cinquième chambre :

à Anvers, le premier vendredi;

à Hasselt, le premier vendredi;

devant la sixième chambre :

à Anvers, le deuxième jeudi;

à Hasselt, le deuxième mercredi.

Les affaires dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire sont introduites devant la première chambre :

à Anvers, le premier jeudi;

à Hasselt, le premier lundi.

Lorsque le jour de l'introduction devant une chambre déterminée coïncide avec un jour férié légal, les introductions se font à la plus proche audience suivante de ladite chambre.

Art. 5. Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires, dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du premier président, et dans les cas où l'avis du ministère public est requis, après avoir pris l'avis du procureur général.

d) de vierde, van het hoger beroep tegen beslissingen gewezen in de aangelegenheden genoemd in artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek. Deze kamer neemt eveneens kennis van het hoger beroep tegen vonnissen gewezen in de aangelegenheden genoemd in artikel 583 van het Gerechtelijk Wetboek, alsook in de bewijzingen bedoeld bij artikel 34ter, § 4, van de wet van 9 augustus 1983 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

e) de vijfde, van het hoger beroep tegen beslissingen gewezen in de aangelegenheden genoemd in artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 583 van hetzelfde Wetboek voor de toepassing op zelfstandigen;

f) de zesde, van het hoger beroep tegen beslissingen gewezen in de aangelegenheden genoemd in artikel 582, 1^o en 2^o, van het Gerechtelijk Wetboek.

Daarnaast neemt elke kamer, overeenkomstig de verdeling gedaan door de eerste voorzitter, kennis van de andere zaken waarvan de arbeidsgerichten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 3. De eerste kamer houdt zitting :

te Antwerpen : op de eerste donderdag van de maand;
te Hasselt : op de eerste maandag.

De tweede kamer houdt zitting :

te Antwerpen : op de eerste, tweede, derde en vierde vrijdag; de eerste en derde maandag, de tweede en vierde donderdag;

te Hasselt : op de eerste, tweede, derde en vierde dinsdag.

De derde kamer houdt zitting :

te Antwerpen : op de eerste, tweede, derde en vierde dinsdag;
te Hasselt : op de eerste, tweede, derde en vierde woensdag,

De vierde kamer houdt zitting :

te Antwerpen : op de eerste, tweede, derde en vierde woensdag, de tweede en vierde vrijdag, de eerste en derde maandag;

te Hasselt : op de eerste, tweede, derde en vierde donderdag.

De vijfde kamer houdt zitting :

te Antwerpen : op de eerste en derde vrijdag;
te Hasselt : op de eerste en derde vrijdag.

De zesde kamer houdt zitting :

te Antwerpen : op de tweede en vierde donderdag;
te Hasselt : op de tweede en vierde woensdag.

Art. 4. De zaken worden door elke kamer, volgens haar bevoegdheid, ingeleid op de hierna volgende dagen :

voor de eerste kamer :

te Antwerpen, op de eerste donderdag;

te Hasselt, op de eerste maandag;

voor de tweede kamer :

te Antwerpen, op de eerste maandag;

te Hasselt, op de eerste dinsdag;

voor de derde kamer :

te Antwerpen, op de eerste dinsdag;

te Hasselt, op de eerste woensdag;

voor de vierde kamer :

te Antwerpen, op de eerste woensdag;

te Hasselt, op de eerste donderdag;

voor de vijfde kamer :

te Antwerpen, op de eerste vrijdag;

te Hasselt, op de eerste vrijdag;

voor de zesde kamer :

te Antwerpen, op de tweede donderdag;

te Hasselt, op de tweede woensdag.

De zaken, waarvan de arbeidsgerichten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, worden ingeleid voor de eerste kamer :

te Antwerpen, op de eerste donderdag;

te Hasselt, op de eerste maandag.

Indien de dag voor inleiding voor een bepaalde kamer op een wettelijke feestdag valt, worden de zaken ingeleid op de eerstvolgende zitting van de betrokken kamer.

Art. 5. De kamers kunnen naar dienstbehoefte buiten gewone zittingen houden waarvan zij zelf de dag en het uur vaststellen in overleg met de eerste voorzitter en voor de zaken waarin het advies van het openbaar ministerie vereist is na advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen.

Art. 6. Les audiences commencent :

à Anvers : à 9 heures;

à Hasselt : à 14 h 30 m.

Elles ont une durée de trois heures au moins, non compris le règlement du rôle, les délibérés et les prononciations des arrêts.

Art. 7. Le bureau d'assistance judiciaire siège :

à Anvers : les deuxièmes et quatrièmes lundi du mois à 14 h 30 m;

à Hasselt : les deuxièmes et quatrièmes mercredis du mois à 14 h 30 m.

Art. 8. L'arrêté royal du 16 décembre 1974 établissant le règlement particulier de la Cour du travail d'Anvers, modifié par l'arrêté royal du 13 février 1976, est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

F 85 — 1873

20 AOUT 1985

**Arrêté royal fixant le règlement particulier
de la Cour du travail de Liège**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 103 à 113;

Vu les avis du premier président de la Cour du travail de Liège, du premier président de la Cour d'appel de Liège et du procureur général à Liège, du greffier en chef de la Cour du travail de Liège et de l'assemblée des bâtonniers des barreaux du ressort de cette Cour, réunie sous la présidence du premier président de la Cour d'appel de Liège;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 1970 relatif à l'institution de sections dans les cours du travail, les tribunaux de première instance, les tribunaux du travail, les tribunaux de commerce et les tribunaux de police, notamment l'article 1er, § 3;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La Cour du travail de Liège est composée de quatorze chambres réparties en trois sections : Liège, Neufchâteau et Namur.

Les chambres connaissent des affaires comme suit :

Section de Liège.

La première chambre connaît des références, des matières auxquelles les règles de procédure relatives aux références sont applicables, de l'assistance judiciaire ainsi que des matières prévues aux articles 578 à 583 du Code judiciaire.

La 2e chambre connaît des matières prévues aux articles 581 et 582 (1^e et 2^e) du Code judiciaire.

La 3e chambre connaît des matières prévues à l'article 579 du Code judiciaire.

La 4e chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 582 (3^e et 4^e) et 583 du Code judiciaire.

La 5e chambre connaît des matières prévues à l'article 580 du Code judiciaire ainsi que des contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 6. De zittingen vangen aan :

te Antwerpen : te 9 uur;

te Hasselt : te 14 u. 30 m.

Zij duren ten minste drie uren, de rolregeling, de beraadslagingen en de uitspraken niet inbegrepen.

Art. 7. Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting :

te Antwerpen : de tweede en vierde maandag van de maand te 14 u. 30 m;

te Hasselt : de tweede en vierde woensdag te 14 u. 30 m.

Art. 8. Het koninklijk besluit van 18 december 1974 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor het Arbeidshof te Antwerpen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 februari 1976, wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

Art. 10. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

N. 85 — 1873

20 AUGUSTUS 1985

Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement voor het Arbeidshof te Luik

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 103 tot 113;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het Arbeidshof te Luik, van de eerste voorzitter van het Hof van beroep te Luik en van de procureur-generaal te Luik, van de hoofdgriffier van het Arbeidshof te Luik en van de vergadering van stafhouders van de balies van het rechtsgebied van dat Hof, voorgezeten door de eerste voorzitter van het Hof van beroep te Luik;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 1970 betreffende de instelling van afdelingen in de arbeidshoven, de rechtbanken van eerst aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koophandel, en de politierechtbanken, inzonderheid op artikel 1, § 3;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Arbeidshof te Luik bestaat uit veertien kamers verdeeld over drie afdelingen : Luik, Neufchâteau en Namen.

De bevoegdheid van de kamers wordt als volgt geregeld :

Afdeling Luik.

De eerste kamer neemt kennis van de zaken in kort geding en die waarop de procedurerregels van het kort geding van toepassing zijn, van de rechtsbijstand alsmede van de zaken genoemd in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

De 2e kamer neemt kennis van de zaken genoemd in de artikelen 581 en 582 (1^e en 2^e) van het Gerechtelijk Wetboek.

De 3e kamer neemt kennis van de zaken genoemd in artikel 579 van het Gerechtelijk Wetboek.

De 4e kamer neemt kennis van de zaken genoemd in de artikelen 578, 582 (3^e en 4^e) en 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

De 5e kamer neemt kennis van de zaken genoemd in artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek alsmede van de netwinstingen bedoeld in artikel 34ter, § 4, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling van verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.